

réformiste et opportuniste des staliniens et des petits bourgeois qui prétendent freiner tout processus révolutionnaire.

Comme nous le voyons, les masses des pays arriérés se refusent à diviser leur révolution en étapes, elles ne veulent pas seulement combattre l'impérialisme pour l'indépendance nationale, elles veulent en plus régler les comptes de leurs exploiters nationaux. Les masses n'acceptent pas de sortir de l'exploitation impérialiste pour rester sous l'exploitation des bourgeoisies nationales.

En Bolivie, la direction du M.N.R. n'a pu être écartée et remplacée par une direction ouvrière marxiste. Le M.N.R. arrêta le processus à mi-chemin, à un point satisfaisant pour ses intérêts de classe, en créant une caste de nouveaux riches, oubliant les intérêts nationaux et ceux des classes exploitées. Ceci serait arrivé à Cuba si la première crise politique s'était résolue en faveur de Miro Cardona et de Manuel Urrutia et si ceux-ci s'étaient maintenus au gouvernement.

La révolution bolivienne n'a pas liquidé le capitalisme national ; au contraire, elle l'a appuyé en cherchant à développer une bourgeoisie forte et, devant la mobilisation indépendante des masses, elle appela à l'aide l'ennemi de la veille, l'impérialisme. Les capitalistes nationaux s'allièrent à l'impérialisme contre les masses.

C'est négativement que la Bolivie confirme la leçon cubaine. On arrive à la victoire et à l'édification d'une société nouvelle, socialiste, uniquement par la lutte permanente, ininterrompue, en chassant l'impérialisme et en liquidant le capitalisme national.

Les deux expériences, positive à Cuba et négative en Bolivie, confirment la thèse trotskyste de la révolution permanente, selon laquelle toute révolution dans les pays arriérés commence sur la base d'un large front unique, mais doit, pour réussir, se donner une direction prolétarienne, marxiste révolutionnaire, qui ne s'arrête pas aux tâches démocratiques et assène des coups de plus en plus violents au capitalisme, tout en réalisant les tâches socialistes.

La révolution cubaine est l'exemple vivant de ce que donne, dans la pratique, la théorie trotskyste.

Les trotskystes luttent pour amener la classe ouvrière au pouvoir avec ses alliés naturels, la paysannerie et les classes moyennes pauvres, et pour la formation de gouvernements ouvriers et paysans. Les réformistes et les révisionnistes staliniens, ainsi que les tendances bourgeoises, opposent à la thèse trotskyste la théorie de la révolution par étapes : dans une première étape, la classe ouvrière doit appuyer la bourgeoisie pour qu'elle prenne le pouvoir et industrialise le pays. Au cours de l'autre étape, plus lointaine, le nouveau prolétariat postule le pouvoir politique. Cette théorie s'est appliquée en Bolivie et s'est révélée fautive, parce que la bourgeoisie au pouvoir ne libéra pas le pays de l'impérialisme et ne le développa pas ; unie à l'impérialisme, elle s'appliqua à exploiter les masses. En revanche, la théorie trotskyste s'est appliquée à Cuba et a amené la défaite complète de l'impérialisme et des exploiters nationaux, ouvrant la voie de la construction du socialisme.

b) *Le rôle de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.*

Il faut insister. Il se dégage de ce qui a été

dit antérieurement que le sort d'un processus révolutionnaire dépend de la nature de la direction. Si la bourgeoisie capitaliste ou la petite bourgeoisie ne peuvent être écartées, comme en Bolivie, la révolution est condamnée à l'échec ou, du moins, à la stagnation et à la paralysie et les conquêtes des masses ainsi que les conquêtes démocratiques courent le danger d'être récupérées.

A l'étape impérialiste actuelle, ces classes sont incapables de diriger le processus révolutionnaire. A Cuba, après les premiers succès de la Sierra Maestra, de nombreux secteurs petits-bourgeois se sont joints à la lutte. Après la victoire et la prise du pouvoir, d'autres se rallièrent au gouvernement. Mais quand on décréta la réforme agraire, puis les nationalisations, ces éléments commencèrent à critiquer et à saboter la révolution, à se battre dans leurs propres rangs, prenant même les armes, comme ce fut le cas dans l'Escambray. Très vite, tous ces éléments révélèrent leurs liens avec les entreprises étrangères et les agents de la tyrannie batistienne. Les leaders de la première heure, à commencer par Urrutia, Hubert Matos, etc. passèrent à la contre-révolution.

Ainsi dans la pratique et plus seulement en théorie, l'incapacité de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie en tant que classe est apparue : impuissance à accompagner la révolution jusqu'à son dénouement final. Si elle peut se maintenir au pouvoir, elle freine le processus et le dévoile, si elle en est chassée, elle passe à l'ennemi avec armes et bagages.

c) *La lutte armée et les guérillas*

Quand la dictature capitaliste bouche toute perspective démocratique, quand les méthodes normales de lutte se heurtent à l'appareil de répression inébranlable du gouvernement, quand l'exercice le plus simple des droits démocratiques conduit au chômage, à la prison, à l'exil, il n'y a plus d'autre possibilité, pour le peuple, pour les masses et pour leur avant-garde que de prendre les armes et d'organiser l'insurrection.

Les théories révisionnistes, élaborées par le stalinisme, sur le passage pacifique au socialisme, sont non seulement fausses et sans application dans les pays sous-développés, mais, en plus, elles sont très utiles aux oligarchies et leurs gouvernements qui s'en servent habilement pour endormir les masses et combattre « l'extrémisme » de l'avant-garde révolutionnaire.

Dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, particulièrement en Amérique latine, le pouvoir politique se trouve entre les mains de cliques militaires ou d'oligarchies minoritaires issues d'élections truquées imposées par l'armée et la police. Dans la plupart de ces pays, les libertés démocratiques ont été abolies pour les masses et l'avant-garde. La crise du régime parlementaire n'a pas d'issue. Pratiquement, le Parlement n'a plus aucun sens, même pour l'utiliser en tant que tribune, car la fraude électorale est telle que ce n'est plus qu'un instrument inconditionnel du gouvernement.

Dans tous les pays d'Amérique latine et dans la plupart des pays dominés, il n'y a que la lutte armée qui permette de lutter correctement contre les cliques gouvernementales. Tout le reste n'est que pur charlatanisme. La critique, verbale ou écrite, limitée par la répression, n'est qu'une farce.